

La page des "EXCLUS"

Voici le texte intégral du tract diffusé à Marseille le 15 juillet 1964

Devant le XVII^e Congrès Georges LAZZARINO, secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Communiste Français attaque les militants « PRO-CHINOIS »

"...Nous avons pour impérieux devoir de dénoncer indissolublement les idées et les menées scissionnistes des dirigeants chinois et nous devons, avec une fermeté absolue, empêcher de naître chez qui font chez nous cette sale besogne.

Dans le Comité de Marseille de l'Association des Amis Franco-Chinois s'est créé un noyau actif de diffusion du matériel chinois, et d'entreprises scissionnistes contre notre Parti, en liaison permanente avec des responsables chinois.

Que, pour faire un tel travail, les dirigeants chinois n'aient trouvé qu'une poignée de gens, presque essentiellement des petits bourgeois, souvent RENEGATS ou EXCLUS du Parti, c'est à la fois une claire confirmation du caractère non marxiste de la ligne du P.C. Chinois et une preuve du bon sens des masses laborieuses de notre département.

C'est à l'UNANIMITÉ que les cellules où se trouvaient les cinq INDIVIDUS qui se libèrent à ce travail fractionnel les ont exclus et ont demandé, approuvés dans leurs Comités de Section et la Conférence fédérale, l'autorisation du Comité central, de RENDRE PUBLIQUES ces exclusions.

(« La Marseillaise » du 16 mai 1964 ou « Les Cahiers du Communiste » - compte-rendu du XVII^e Congrès.

DECLARATION SOLENNELLE DES COMMUNISTES "PRO-CHINOIS" DE MARSEILLE ET DES BOUCHES-DU-RHONE

Avant de rétablir la vérité, les militants communistes visés ci-contre ont attendu depuis deux mois que soient rendues publiques leurs exclusions, tout en poursuivant leur activité dans le cadre de la lutte menée au sein du Mouvement communiste international contre le danger principal souligné dans la déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers de novembre 1963, à savoir le REVISIONNISME.

Mais, devant le retard apporté à la publication de leurs noms, retard dont la seule raison réside dans la volonté des dirigeants révisionnistes de cacher l'existence d'un important courant « pro-chinois » (c'est-à-dire « marxiste-léniniste ») au sein du Parti communiste et de la classe ouvrière française, les « exclus », membres du Cercle marxiste-léniniste de Marseille ont décidé de rendre publics eux-mêmes leurs noms et, qualifiés ainsi que les conditions dans lesquelles sont intervenues leurs exclusions.

A cette occasion, les militants dont dont les noms figurent au verso tiennent à rétablir la vérité et déclarent solennellement :

1. — qu'aucune des cellules auxquelles ils appartiennent n'a pris l'initiative des exclusions, bien qu'ils n'aient caché ni leurs opinions, ni leurs activités « pro-chinoises », c'est-à-dire leur fidélité résolue au principe de Marx et Lénine, qu'ils ont assimilés au cours de leurs longues années de vie militante et qui ont été opportunément rappelés par les propositions en 25 points du P.C. chinois au mois de juin 1963 ;

2. — qu'aucun d'entre eux n'a été exclu à l'unanimité des adhérents de sa cellule ;

3. — que l'accusation de « Renégat » lancée contre eux ne peut qu'être inconsiderée et fautive, étant donné qu'ils demeurent pleinement d'accord avec la ligne politique et les conceptions idéologiques qui ont prévalu au sein du mouvement communiste international de 1917 à 1956 et que leur divergence avec d'autres porte sur les révisions du marxisme-léninisme développées depuis 1956 sous la direction du groupe Khrouchchev - Soustov, révisions qui ont amené sur le plan international la coopération avec l'impérialisme américain et la rupture de l'unité du camp socialiste avec le déchaînement d'une hostilité néfaste contre certains Partis frères (Chinois, Albanais et d'autres) ;

4. — qu'ils désapprouvent catégoriquement la politique révisionniste en France ou les dirigeants du Parti prônant une alliance sans principe avec les dirigeants socialistes tels Guy MOLLET ou Gaston DEFFERRE, en même temps qu'ils passent des accords commerciaux contraires à la dignité et à l'esprit de classe des travailleurs avec des militants comme Paul RICARD, grand patron marseillais, dont les journaux du Parti ne cessent de vanter les mérites ;

5. — que loin d'avoir des positions hostiles au PARTI, ils sont, au contraire, achèvement ANTI-REVISIONNISTES, profondément affligés de la dégradation de LEUR PARTI, dont ils veulent le plus prompt rétablissement sur la base d'un retour aux principes léninistes d'organisation ;

6. — que les cinq « INDIVIDUS » mis en cause totalement ensemble 119 années de vie militante, des années de résistance dans les rangs du Parti, des sacrifices librement consentis (prison, arrestations, difficultés matérielles, etc) et qu'ils resteront aux premiers rangs du combat.

Suivaient au verso les signatures des 40 camarades marseillais déjà nommés dans "l'Humanité nouvelle" n. 1.

Avant les exclusions

Les dirigeants révisionnistes n'ont jamais répondu aux questions posées par les militants de la base

Voici un exemple : une des lettres envoyées par le camarade Hervé LLUCIA qui n'a jamais été honorée de réponse.

Aubagne, le 12 avril 1964
Cher Camarade,

Une fois de plus, « La Marseillaise Dimanche » d'aujourd'hui publie dans la rubrique : « Un monde nouveau », un article sur la Yougoslavie, mélangant ce pays aux pays socialistes. Cette fois l'article est de toi, et cette fois-ci, c'est auprès de toi que je proteste : aurai-je cette fois-ci l'honneur d'une réponse ?

Cette question : la Yougoslavie est-elle un pays socialiste ou un pays ayant rétabli le capitalisme ? est extrêmement importante et je serais heureux si tu pouvais me dire si tout ce qui suit est vrai ou faux :

1° La nouvelle constitution yougoslave d'avril 1963 stipule-t-elle que des particuliers peuvent fonder des entreprises et employer de la main-d'œuvre ?

2° Y a-t-il des propriétaires d'entreprises employant 50 à 100 ouvriers, et même certains employant 5 à 600 ouvriers, comme le dit Todorovic, article « La lutte sur 2 fronts », dans « Nasha Stvarnost » de mars 1964 ?

3° Y a-t-il des entreprises privées avec des chiffres d'affaires supérieurs à 100 millions de dinars (1 dollar US = 750 dinars) comme publié dans « Vesnik u Sredu », 8-12-1961.

4° Y a-t-il des « artisans » privés ayant un revenu net supérieur à 1 million de dinars par mois (soit plus de 1.333 dollars U.S. de bénéfices mensuels), comme dit dans « Svet » du 8 décembre 1961.

L'usure est-elle tolérée officiellement comme il ressort de l'annonce suivante extraite du « Vesnik u Sredu » du 6-12-61 : « offre net 350 00 dinars pour 3 mois. Remboursement 400.000 nantissement exigé ». Cette annonce est-elle un faux ?

5° Est-il vrai que le nombre des coopératives paysannes de travail qui dépassaient 6.900 en 1960 soit tombé à 1.200 en fin 63 et à 147 en 1960 ?

6° E. Kardelj a-t-il dit, dans son allocution d'ouverture, le 5 mai 1960, au 9^e plénum du 4^e Comité fédéral de l'union socialiste des travailleurs de Yougoslavie : « La Collectivisation est synonyme d'expropriation » ?

7° Bakarić a-t-il dit au 6^e congrès de la Ligue des communistes : « La collectivisation sert à maintenir le servage et la pauvreté ».

8° Kardelj a-t-il préconisé le développement « sur la base de la libre compétition des forces économiques » ? (article sur quelques problèmes de notre po-

litique dans les villages, paru dans « Komunist », n° 4 - 1964). Une réponse positive à ces trois questions, expliquerait la quasi disparition de ces coopératives paysannes.

9° Est-il vrai que depuis 1953 ont été promulgués lois et décrets rétissant l'achat, la vente et l'affermage libre des terres ? le libre emploi de la main-d'œuvre ? le libre commerce des produits agricoles ?

10° Est-il vrai qu'en février 1963 (après 14 ans de socialisme) il y avait 339.000 chômeurs (soit 10 %) sans compter les émigrations des travailleurs ?

11° Est-il vrai que la Yougoslavie a reçu de 1945 à 1963 5 milliards 460 millions de dollars d'aide des pays capitalistes (3.500 millions de dollars des U.S.A.) la majeure partie accordée après 1950. Les subventions U.S. et autres capitalistes représentent-elles jusqu'à 67,7 % du montant des recettes budgétaires ?

12° Dean Rusk a-t-il dit le 5-2-62 que « les capitaux de la Yougoslavie pénètrent en majeure partie de l'Occident » ?

13° Les U.S.A. ont-ils droit de contrôler les affaires extérieures, d'intervenir dans les affaires intérieures, d'accaparer les matériaux stratégiques, de recueillir librement les renseignements militaires et économiques ?

Les troupes yougoslaves sont-elles contrôlées et même entraînées par des instructeurs américains ?

14° En 1949, Tito a-t-il fermé la frontière yougoslave aux héritiers partisans grecs et a-t-il autorisé les troupes royales-fascistes grecques de traverser le territoire yougoslave pour les prendre à revers ?

15° Lors de la tentative contre-révolutionnaire de Hongrie en 1956 :

Tito a-t-il publié une lettre exprimant son soutien aux mesures contre-révolutionnaires du traité Nagy ? A-t-il informé ce même Nagy le 3 novembre 1956 qu'il trouverait asile à l'ambassade de Yougoslavie ? Tito a-t-il déclaré le 11 novembre 1966 que la rébellion était une résistance des éléments progressistes ?

16° La Yougoslavie est-elle liée depuis 1964 avec la Grèce et la Turquie (pays bien connus pour leur « socialisme » et leur appartenance à l'Alliance Atlantique) par un traité d'alliance qui prévoit entre autres que les trois pays agissent en coordination sur les plans militaires et diplomatiques ?

J'espère, Cher Camarade, que tu pourras répondre par la négative à toutes ces questions (il y en a bien d'autres moins graves) car une seule réponse positive prouverait que la Yougoslavie n'est pas un pays socialiste (et que Tito est resté le « Marchal des traités » et que les résolutions de Moscou de 1957 et de 1960 avaient raison).

Comme ce problème Yougoslave trouble beaucoup de camarades et qu'il serait bon de les aider à voir où est la vérité, je t'autorise à publier ma lettre et ta réponse.

Fraternellement à toi.

POURQUOI KHROUCHTCHEV EST-IL TOMBE ?
Editorial du « HONGQI » (Numéros 21-22 1964)

Plaquette en français (16 pages)
Editions en langues étrangères Pékin 1964

Envoyé par nos soins sur demande contre 2 timbres-postes à 0,30 francs

Rédacteur en chef : Régis BERGERON
Le gérant responsable : Paul COSTE
Distribué par : N.M.P.P.
111, Rue Réaumur - Paris (2^e)
Commission Paritaire
Numéro 42.764

Imprimerie MARSEILLE-NOED
27, Bd Féraud - Marseille (2^e)
TEL : 62-37-14

Encore des exclusions de véritables Marxistes-Léninistes

Nous apprenons que la camarade Andrée Rovini, accusée d'avoir distribué Les Thèses du Parti Communiste Chinois, qualifiées par sa cellule de « Tracts anti-Parti » a été exclue du P.C.F. Issue d'une famille ouvrière, la camarade Rovini était membre du P.C.F. depuis 17 ans. D'autres exclusions seraient intervenues ou en cours à Marseille, à Grenoble, à Nancy et à Tours. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

Camarades qui subissez des sanctions ou des pressions injustes de la part des dirigeants révisionnistes, n'hésitez pas à nous en informer aussitôt.

RECTIFICATION
Dans les biographies publiées à la suite de la déclaration solennelle des exclus dans notre n° 1, à propos de :
— Paulette LACABE : Il fallait lire « s'évade » et reprend la lutte clandestine à Paris,

puis en Haute-Vienne » (et non pas « puis à nouveau à Bordeaux »). Précisons qu'avant d'être exclue notre camarade avait démissionné, le 9 avril 1964.
— Michel NOTTIN : Il fallait lire « membre du bureau fédéral de l'U.J.R.F. de la Girone en 1945 » (et non « du bureau fédéral ») seulement ainsi que « secrétaire-adjoint de cellule, exclu en même temps et aux mêmes motifs que Marc Tiberat, après sa l'émission du 9 avril 1964.

TOUS LES MOIS LISEZ
LA CHINE Abonnement annuel : 10 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION Abonnement annuel : 5 F
TOUS LES TROIS MOIS, LISEZ LITTÉRATURE CHINOISE Abonnement annuel 4,80 F